

3337

Cinquante-troisième Année. — № 158  
VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1948  
REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145 QUAI de Valmy,  
Paris-10<sup>e</sup>  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs  
et la dernière bande  
Le numéro : 10 francs

\* L'Anarchie  
est la plus haute  
expression de l'es-  
prit de l'homme  
(Elisée Reclus)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

## Les Allumeurs de haine

Sous l'œil ironique de l'Oncle Sam qui finira bien par les mettre d'accord et au milieu de l'indifférence générale, les délégués des « Cinq » confrontent, au Palais-Bourbon, les projets de Fédération européenne.

Sous couvert de vouloir unifier les peuples, sauver la paix, garantir la liberté, les diplomates, tous animés par l'esprit chauvin, tous décidés à défendre ardemment des intérêts plus ou moins avouables, tous fermement attachés aux frontières, aux armées, aux priviléges, s'affrontent.

Il ne peut en être autrement dans un monde où la contradiction des intérêts provoque la puissance des uns, la misère des autres, dans un monde où seuls les puissants commandent et décident au nom des peuples, asservis en fait, mais officiellement « libres ».

Quel que soit le résultat de ces tractations, où se coudoient un Blum et un Reynaud, le sort des travailleurs ne pourra qu'être aggravé car nous savons bien, qu'au fond il s'agit surtout de préparer des armes et des armées pour de nouveaux et « héros » Valmy.

Des Valmy, des « Résistance », des drapeaux, des « Indépendance nationale » des martyrs, qui ne sont que de pauvres victimes, ouvrières et soldats, tous chargés de fiel homicide, qui ont provoqué une autre réunion : « Les Assises de la Paix ».

Là il s'agit d'une autre escroquerie qui s'oppose à la première, en vue d'atteindre les mêmes buts mais au bénéfice du « Père des peuples ».

Pourtant elle est encore bien plus hypocrite, les « Cinq » ayant souvent proclamé que leur alliance doit avoir un caractère militaire.

Les « Assises de la Paix » où se rencontrent les Thorez, les « général Pétri », les Frachon, les Duclos, les Casanova, qui, hier encore, étaient les complices des de Gaulle, des Blum, des Herriot pour l'exploitation étatique du peuple, pour le maintien et le développement de l'armée, qui ont voté tous les crédits de guerre, se dressent aujourd'hui en défenseurs de la Paix, de l'indépendance nationale, de la liberté et de cette république de boutiquiers.

Et il n'est que de lire les discours fielleux des « ténors » de cette assemblée pour se convaincre que tout peut en surgir, sauf la Paix.

Un chauvinisme à rendre jaloux de Gaulle lui-même, le silence absolu sur l'internationalisme des prolétaires, et aussi sur le maintien des budgets de guerre, l'esprit le plus bassement réformiste, la haine du « boche », les oripeaux de la « Résistance » et, brochant sur le tout cette ridicule affirmation d'un Casanova que la France est encore une puissance capable de s'imposer en disant long sur le dangereux pacifisme des Staliniens.

D'un côté comme de l'autre, chez les « Cinq » comme aux « Assises de la Paix » se retrouvent des individus faisant le jeu ou de la Maison-Blanche ou du Kremlin.

D'un côté comme de l'autre se brandissent les mêmes torchons nationaux, s'affirment les mêmes énormités, s'érigent en vérités premières les mêmes mensonges !

D'un côté comme de l'autre s'entrevoient les mêmes haines, et s'en créent de nouvelles. Haine des Russes ici, haine des Américains là-bas.

A tous ces allumeurs de guerre, à tous ces « pacifistes » armés jusqu'aux dents, à cette poignée de bandits patriotes, les peuples doivent s'opposer.

Et former eux-mêmes la grande et féconde ronde humaine dont nous rêvons tous.



## CONTRE LES LOIS SCÉLÉRATES :

## Combattivité ouvrière !

On nous a dit et répété depuis plus de quatre ans que nous avons été libérés. Evidemment nous subissons toujours l'occupation d'une soldatesque professionnelle dont les janissaires défilent dans nos rues avec un bruit de bottes ou déambulent, avec l'air satisfait et arrogant d'hommes bien nourris, chaudement vêtus et respectant le travail au point de ne pas le fréquenter.

Mais depuis quatre ans nous avons la chance inouïe, quasi miraculeuse, d'avoir un ministre de l'Intérieur socialiste. Ce n'est pas toujours le même car il faut bien sélectionner, mais maintenant ça y est, on a trouvé le merle blanc, l'oiseau rare, le vrai prototype du ministre de l'Intérieur. C'est M. Jules Moch.

Il y a vraiment de quoi être fier d'être un million S.F.I.O. et de penser que l'on a dans sa poche la même carte que ce monsieur ! On peut alors prendre sa part de responsabilité dès ce qui restera d'après l'histoire, tel un monument impénétrable, l'œuvre du Parti Socialiste (sic) : par exemple l'avalanche de lois antiouvrières et liberticides qui sont venues comme la pluie cette législation de la liberté qui caractérise la France a, législation, dont les plus solides piliers sont les « lois scélérates », vous savez, ces fameuses lois scélérates qui firent jadis la fortune du parti socialiste, alors partisan de leur abolition.

On a déjà fait un premier pas, mais nos gouvernements ont jugé que le moment était venu d'avancer plus avant dans la voie de la liberté. Aussi, si l'on faut en croire la presse d'information, nous prépare-t-on de nouvelles lois qui se posent un peu là !

Il ne s'agit pas, nous dit-on, de porter atteinte au droit de grève inscrit dans la Constitution !

Quel jésuitisme ! Seigneur poursois ou punis entre autres : Le sabotage passif ou actif : oui, vous avez bien vu : le sabotage passif !

Or, il suffit de lire les journaux qui représentent l'opinion de ces messieurs : pour eux, arrêter la production d'une matière indispensable, c'est du sabotage. Ne pas assurer de services de sécurité, c'est du sabotage.

En fait toute grève peut être qualifiée par le gouvernement et ses valets en toge, en jupe ou en veston, de sabotage.

Sera également punie l'exploitation politique d'une grève. Qu'entendent par là ?

Les partis gouvernementaux ne font-ils pas, d'une autre façon que les nacos, mais au même titre qu'eux, de l'exploitation politique d'une grève en ce moment ?

Qui sera jugé ? le gouvernement (parce qu'il occupe) et les magistrats à ses ordres !

Les fonctionnaires coupables de « dé-

### UNE GRANDE ENQUÊTE DU " LIB "

UN CAMARADE LIBERTAIRE RUSSE QUI A VECU 15 ANNEES EN U.R.S.S., SE TROUVANT DE PASSAGE A PARIS, A ETE INTERROGEE PAR UN DE NOS COLLABORATEURS.

NOUS PUBLIERONS A PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE UNE SERIE D'ARTICLES RIGOUREUSEMENT OBJECTIFS SUR « LA VIE EN U.R.S.S. ».

LIB. >

## LES MINEURS ONT REPRIS LE TRAVAIL

## LES LEÇONS D'UN ECHEC

Les Travailleurs des Mines ont perdu la partie, une partie qui méritait d'être gagnée, une partie qui devait être gagnée, une partie qui devait être gagnée.

Seul le recul nécessaire permettra d'analyser tous les ressorts qui, en jouant ont permis cet échec.

Aujourd'hui tenons-nous-en à un certain nombre de constatations élémentaires mais qui pourtant ont pesé lourdement sur la grève.

Les buts de la grève, mal définis, ont laissé indifférents un nombre important de travailleurs d'autres corporations.

La grève complémentaire des Transports a été freinée « pourquoi ? » par le sieur Tournemaine, secrétaire de la Fédération Cégétiste des Cheminots, déclarant au Congrès de la C.G.T. « Une grève générale n'est pas concevable en ce moment. »

La grève des dockers a été déclenchée trop tard, à un moment où la partie dans les mines était virtuellement perdue.

La tactique de la C.G.T. impulsée par le P.C., consiste moins à gagner la bataille des salaires qu'à entraîner les grèves tourmentantes de désorganisation de l'économie.

La conclusion élémentaire à tirer de ces événements est aussi simple.

L'hypothèque que fait peser sur le mouvement social l'emprise du P.C. le vole à l'échec.

L'intérêt de ce P.C. est moins le triomphe des revendications ouvrières que l'intérêt de la politique étrangère de l'U.R.S.S.

La mainmise du P.C. sur les mouvements de grève justifie aux yeux de nombreux travailleurs la répression gouvernementale.

Une seule solution à cette situation !

Substituer à des revendications inefficaces incapables de recréer dans le Monde ouvrier la confiance, des revendications nouvelles, à caractère révolutionnaire, telle : LA GREVE GESTIONNAIRE.

Débarrasser le Monde ouvrier de ce qui le divise, le dresse l'un contre l'autre : l'intrusion politique.

Retirer au pouvoir de répression leur tarte à la crème : la lutte contre l'ingérence étrangère.

Le Monde ouvrier riche de réalisations, de victoires obtenues à la suite d'immenses sacrifices, doit également s'enrichir de l'enseignement tiré des erreurs de ces échecs.

De ce il est nécessaire de tirer les conclusions qui s'imposent, élaborer des solutions profondes, s'attaquant à la structure même de l'Economie actuelle, en dehors de

l'influence des nationalistes qui se heurtent dans le monde.

Alors tout est encore possible.

Y compris l'écrasement par tous les moyens de l'appareil de protection des technocrates d'extrême droite comme d'extrême gauche.

Grève gestionnaire, grève d'avant, grève contre le capitalisme, grève contre l'Etat, grève contre les politiciens, grève contre l'opposition, GREVE QUI AU LIEU DE DESTROYER CE QUI FUT CREE HIER, crée au contraire CE QUI SERA DEMAIN.

VANCIA.

## Régime policier en Allemagne

Le peuple allemand n'a fait que changer de maîtres. Cela était inévitable, puisque la fin du nazisme n'a pas été une fin révolutionnaire, mais une conquête militaire. Mais les maîtres nouveaux ont recueilli, après les avoir condamnés, les méthodes, et parfois le personnel du nazisme. Voilà ce qu'il importe que tous les peuples du monde sachent bien. Nous empruntons les détails suivants au correspondant en Allemagne d'un journal anarchiste de Londres, Freedom, 13 novembre 1948.

### L'ORGANISATION POLICIERE RUSSE

Dans la zone russe, le régime policier fonctionne ouvertement. Depuis quelques temps, le Président de l'Administration Centrale pour l'Intérieur (le titre est lui-même chargé de sens), Kurt Fischer, a organisé dans l'Allemagne orientale, une « Police du Peuple ». Son trait le plus saillant est son effectif et son armement formidable, de même que son caractère politique, résultant de l'élimination, au sein de la police nazie, de tous les éléments « suspects », c'est-à-dire non ralliés aux partis Communiste et Socialiste Unifié. L'épuration fut d'environ 30 à 35 %. La centralisation est totale et tous les cadres sont des staliniens bien en main. L'effectif comprend un grand nombre d'ex-prisonniers ayant reçu une éducation politique en Russie. On a affirmé que les généraux Von Paulus et Von Seydlitz, organisateurs de l'armée russe parmi les prisonniers de guerre allemands, en faisaient partie, mais cela a été également démenti. On a aussi prononcé les noms des généraux Vincenz Müller, Arno Lenski, et Martin Lattman. L'appartenance à l'ancienne Wehrmacht semble être plutôt une recommandation qu'un motif d'exclusion. Cette police est armée de revolvers et mitraillettes, et possède son artillerie et ses blindés. Les chiffres donnés varient, mais il semble que l'on ait affaire à une force d'environ 100.000 hommes, qui serait quadruplée si les projets de Kurt Fischer sont entièrement mis à exécution. Ce dernier chiffre donnerait 1 policier pour 43 habitants de la population totale en zone Est.

### LE MOUCHARDAGE POLITIQUE

En plus de la « Police du Peuple » (Volkspolizei), le peuple allemand a aussi ses « Correspondants du Peuple ». Leur tâche est de signaler aux journaux tout ce qui se passe dans leur voisinage. Ce sont, en fait, des indicateurs du type familial aux régimes staliniens et nazi. Ce système est particulièrement destructif de toute morale publique, et fait de chaque citoyen un « suspect » et un « mouchard » en puissance.

### BRISEURS DE GREVES ENCASERNES

Les forces de police sont soumises à un entraînement militaire et à la vie

(Suite page 2, col. 3.)

## Pour notre camarade FROGET

CONDAMNÉ A UN MOIS DE PRISON ET 6.000 FRANCS D'AMENDES POUR PROPAGANDE ANTI-MILITARISTE, SOUSCRIVEZ ! SOUSCRIVEZ !

ENVOYER LES FONDS A JULLIN, 145, QUAI DE VALMY, C.C.P. 556176.

(Suite page 2, col. 5.)

## LE CARNAVAL DE LA SEMAINE

### LE MAUVAIS ESPRIT

Commentant la grève des dockers américains, le Daily Express s'interroge sur la prétention qu'ont eut certains membres de l'équipe du Queen Elisabeth de vouloir cesser le travail en signe de solidarité et insiste pour que les dirigeants syndicalistes et le mouvement ouvrier soient énergiques.

Aux dernières nouvelles la F.S.M. se serait élevée avec véhémence contre cette manifestation intolérable du mauvais esprit internationaliste... Et l'émotion est grande parmi tous les vrais patriotes.

LE DROIT

L'article 25 de la déclaration des Droits de l'Homme, mise au point par l'O.N.U. prévoit que « chacun a le droit de participer à la vie culturelle de la communauté et de bénéficier des arts et du progrès scientifique ».

Les troupes américaines et anglaises, suivant de nouvelles instructions, appliquent maintenant le plan d'entraînement en commun.

Des échanges d'officiers et de soldats ont lieu pour des périodes de quinze jours.

AU TRAVAIL

« Le Times » au sujet de l'Italie écrit que ce pays a besoin, avant tout,

droit de participer à la vie culturelle de la communauté et de bénéficier des arts et du progrès scientifique ».

Bénéficier des arts. Bien sûr ! Bien sûr ! Pourtant à 400 francs le fauteuil dans le moins cher théâtre et avec le minimum vital de 12.000 francs il devient difficile de faire valoir ses « droits ».

Heureusement que le progrès scientifique nous dédommagine un jour !

A coup de bombes atomiques.

LE CHAT BOTTE.

d'un rétablissement de la confiance parmi les syndicats et parmi les em-

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## VARIATIONS SUR LA RUHR

vant deux doigts ? N'ont-ils pas quatre ans durant en écoutant Hérodote Paquis : « L'Angleterre comme Carthage... » frémir pour le cigare de Winston Churchill ?

En toute justice, ne comprennent-ils pas qu'à défaut d'une internationale difficile, le bassin de la Ruhr doit revenir à des Français : au Comité des Forces par exemple, le premier Franco-Poncet venu comprendrait ça. Ou bien encore à l'Etat un bon patron pour les mineurs.

Tandis que la Ruhr aux Allemands, c'est la guerre !

Quoique à la réflexion, si le charbon sera le feu du feu, le bassin de la Ruhr, le manioc, soit-il, aurait bien du mal à embraser le monde entier.

Est-ce que la Ruhr que les Allemands ont trouvé le pétrole, le manioc, l'acier, le caoutchouc et les vivres nécessaires à un conflit ?

On penserait plutôt que chaque nation civiliée a lancé ce qu'il fallait dans le brasier pour que le mélange se révèle détonnant. Et elles s'apprentent encore à jouer avec le feu ! Néron n'était qu'un petit bonhomme ; on a fait du chemin depuis l'antiquité et nos grands hommes peuvent tout se permettre. Dans les peuples il y a telle-

LEGS.

C'est à nouveau Strasbourg sous le feu du charbon allemand, et les vrais patriotes, ceux qui du bœuf et de la plume ont souffert et lutté pour le pays, de Maurice Thorez à Maurice Schumann en ont la fièvre aux tripes.

Mais qu'est-ce qu'on leur a donc fait aux anglo-américains ? Les amis de M. Duclouet, tout comme ceux de M. de Gaulle ne les ont-ils pas accueillis bien gentiment en le-

## En Allemagne

(Suite de la 1<sup>e</sup> page)

de caserne. Elles sont strictement analogues à celles de la police allemande militarisée d'avant-guerre qui combattait dans la Wehrmacht sous le nom de Divisions de Police. D'après les paroles de Kurt Fischer, elles sont destinées à monter la garde près de la ligne de démarcation, mais cela paraît être destiné à en légitimer l'existence en fonction du périphérique. D'ailleurs on mentionne également la surveillance politique et la garde des usines par des unités armées, chose universellement répandue en Russie. En l'espèce il s'agit de briser toute agitation ouvrière, et d'empêcher les grèves. De plus, la police politique se substituera dans ses tâches actuelles à l'armée d'occupation si celle-ci était retirée, en fonction d'accords internationaux.

### LA RÉACTION OCCIDENTALE

Le Général Robertson, gouverneur militaire du secteur britannique de Berlin a récemment déclaré à ce propos. « Ce n'est pas là la sorte de politique avec laquelle je voudrais avoir à rivaliser. Cela n'est en accord ni avec nos vues, ni avec les accords passés par nous comme puissance occupante ». Et il a continué en évoquant, de façon indirecte, l'existence de troubles sociaux dans la zone russe : « Tout ce que je puis dire, c'est que cette police est organisée et armée — et qu'elle est armée pour avoir affaire aux Allemands ». A cela il n'a pas de doute. Mais l'administration occidentale, si elle préfère des mesures de force un peu moins voyantes, et y a généralement recours, ne diffère cependant pas dans son principe, ainsi que voudrait le faire entendre le général Robertson. L'usage de la force armée contre les civils (généralement qualifiés à cette occasion d'« émeutiers (riots) ») ne diffère en rien de celle d'une police spéciale, à cela près que cette dernière — par son existence même — suppose que l'on s'attend constamment à une résistance populaire. Les troupes américaines furent naguère encore, à Stuttgart, employées contre la foule qui manifestait contre la cherté des vivres. Le général Robertson, d'autre part, a déclaré que les Britanniques seraient prêts à prolonger la période d'occupation, si la situation politique l'exigeait.

### LES PERSPECTIVES POUR LE PEUPLE ALLEMAND

De quelque côté qu'on se tourne, la situation des Allemands dans l'avenir, se présente sous l'angle de la servitude et de l'enrégimentement forcé. Dans la zone Est, un régime est établi qui ne diffère pas sensiblement de celui du nazisme. Dans l'Ouest la terreur policière sournoise des nazis a sans doute disparu, mais l'autorité stricte règne, et, avec elle, la non-recognition de l'importance quelle forme d'initiative populaire. Et telles sont bien, plutôt que la brutalité ou la fourberie dans les moyens, les principales méthodes des structures totalitaires.

J. H.

(Communiqué par C.R.I.A.)

## CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

## LE CERCLE VICIEUX

**'IMPOSSIBILITÉ totale d'améliorer un tant soit peu la situation économique actuelle s'avère absolue. Nous avons depuis longtemps dénoncé cette impuissance qui est la caractéristique d'un monde décadent et il est pour le moins étrange de lire dans la « Révolution prolétarienne » et sous la signature de Louzon (et nous regrettons d'être obligés de contredire avec lui) des affirmations que dément l'analyse même la plus superficielle de la situation.**

**On ne peut plus assainir et encore moins réformer ce qui a atteint, et dans tous les domaines, l'extrême des possibilités.**

**En premier lieu, l'excès existant entre les prix et les salaires est tel qu'il est maintenant quasi impossible de les combler sinon de le rétrécir. Et l'application de l'échelle mobile sans ajustement préalable ne serait que la consécration définitive d'une intolérable injustice.**

**Pourtant, Louzon, avec raison d'ailleurs, estime que ce rajustement est la condition essentielle de l'équilibre économique, de la paix sociale et de la mise en échec des manœuvres staliniennes, mais, hélas ! de nous en indiquer les moyens !**

**Personne, aujourd'hui, et après les multiples essais tentés dans ce domaine, ne croit plus sérieusement à cette possibilité.**

**Mieux, les chiffres prouvent qu'en fin de compte toute augmentation nominale des salaires finit par diminuer le pouvoir d'achat. Ainsi, de janvier à septembre 48, les prix ont augmenté de 24 % et les salaires de 15 %.**

**Il est devenu techniquement impossible de satisfaire les aspirations les plus élémentaires de la classe ouvrière.**

**En effet, une augmentation du prix de l'article quelconque de 10 % par exemple, subit une telle cascade d'incidences, qu'elle est décuplée en arrivant au consommateur.**

**Une avalanche d'impôts, de taxes, suivie d'une vague de bénéfices plus ou moins légaux, se superposent, s'enlèvent, et d'une majoration relativement faible au début du cycle, en fait une augmentation massive qui amplifie le déséquilibre économique.**

**Schématiquement, les répercussions d'une hausse de salaire se traduisent plus ou moins brèvement par :**

**1° Décalage du pouvoir d'achat ;**

**2° Inflation monétaire ;**

**3° Accélération des stocks ;**

**4° Retards fiscaux diminués.**

**Et les réactions :**

**1° Augmentation des impôts ;**

**2° La consommation déterminant la production, cette dernière se rétrécit. D'où**

**augmentation du prix de revient, une production limitée étant plus onéreuse ;**

**3° Orientation nouvelle de la production vers d'autres secteurs plus rentables luxueux et demi-luxe.**

**Nous voyons des milliers de vitrines pleines à croquer d'articles d'une utilité des plus discutables, et on utilise pour leur fabrication des matières premières rares, alors que la grande majorité du peuple est dénuée souvent du nécessaire.**

**croire que cette incohérence sociale et économique a pour cause essentielle l'unité qui apporte du gain est une erreur.**

**La source principale de gros revenus est, non la production des colijets, mais la production massive d'articles courants et de première nécessité.**

**Lorsque cette forme normale de production décine, par suite du manque de pouvoir d'achat, les producteurs recherchent d'autres débouchés parmi les classes riches. La qualité alors doit suppléer à la quantité.**

**Mais un cercle vicieux se forme, les industriels et commerçants ayant à leur principale source de bénéfices se rétrécir.**

**De proche en proche, le déséquilibre s'étend, les usines ferment, le chômage déborde, le nombre des faillites augmente.**

**Entre temps, l'Etat voyant lui aussi ses ressources diminuer — et par voie de conséquence — émet de la monnaie à jet continu.**

**L'instabilité monétaire stimule encore la hausse, les travailleurs ne peuvent plus vivre ; l'augmentation des salaires devient insupportable et on recommande dans des conditions beaucoup plus difficiles.**

**Un nouveau cercle vicieux s'ouvre et se refermera sur une situation définitivement inextricable.**

**Le résultat de cette décomposition générale est maintenant l'inflation. C'est un mal incurable qui va en s'aggravant, la structure sociale, économique et politique qui le détermine directement, s'aggravant elle-même sans arrêt.**

**Ces deux aspects économiques du monde : le monétaire et la structure générale, régissent directement et volontairement l'un sur l'autre et forment un vaste cercle vicieux que personne ne saura briser, même Louzon !**

**Un autre aspect de l'incohérence imbécillité du système est celui du logement.**

**Là encore Louzon, qui décidément veut sauver la « République », nous a bâtie belle !**

**Na va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

**Cela va jusqu'à proposer qu'il est indispensable de laisser se traiter de gré à gré, et pendant 90 ans, la location d'appartements des immeubles nouvellement édifiés, afin de stimuler l'investissement des capitaux dans la reconstruction.**

## Chez les autres...

L'AUBE (M.R.P.) du 28-11-48 publie un article sur la morte des anarchistes de Chicago tout simplement parce qu'ils voulaient donner une vie meilleure au prolétariat et... la journée de 8 heures (cette conquête républicaine) comme disent les amis du « Populaire ».

Ce sont ces gestes que vous célébrez d'ailleurs, vous-même dans votre journal, sans le savoir peut-être, tous les 1<sup>er</sup> Mai. M. Bayet, car les « martyrs de Chicago » furent « châtisés grâce aux lois existantes » par des gens qui eux aussi, trouvaient « leur geste absurde et criminel ».

Absurde et criminel, le geste de Gallo qui nettoya cette cavalerie des quarante voitures.

Colin de Marichal qui fit sortir des maisons de deux des membres les plus représentatifs de ce que Clemenceau, lui-même, appela avec le plus profond respect « la magistrature à plat ventre ».

Un autre calcul a précisé que deux adultes doivent, dans notre économie, faire vivre un enfant et trois vieillards.

Bien ! J'ai aussi empêché ma règle à calcul et trouvé que si la proportion 2,1 est juste, les 16 vieillards et 5 enfants seront nourris par 10 adultes.

Et il donne un total de 31 personnes, par rapport à 100, il reste donc 68 non-producteurs.

Aussi, quand M. Many conteut son article :

« Le problème des vieux n'aurait donc pas de solution de pleine solution que la solution de celui de la population et de l'enfance. »

Il me permettra de lui faire remarquer d'abord que ce n'est pas en augmentant d'un enfant la charge des deux producteurs qui améliorera la situation des trois vieillards.

Ensuite qu'il faut mieux ne pas jongler avec les chiffres quand on n'est pas fier de faire une règle de trois.

Et, au contraire, il

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LA PUCE ET LE DICTATEUR

Premier tableau :

### MISÈRE ET REFLEXIONS DE LA PUCE !

Une puce démocratique  
Au caractère un peu frondeur  
Vouant s'offrir un pique-nique  
Choisit la peau d'un dictateur.  
Bien sûr, vous me direz qu'il est de par le monde  
Des mets plus délicats et d'une autre saveur  
Que peau de dictateur ;  
Mais croyez-moi, quand l'estomac des puces gronde,  
Que c'est le temps des privations,  
Du pain noir et des restrictions,  
De la grève des vitamines  
Et que l'on a mauvaise mine,  
Il n'est plus qu'un seul argument :  
LE NOURRISSANT !  
Or notre puce, avec esprit,  
Pensait qu'un dictateur, quel que soit son pays,  
Quel que soit son parti,  
Est toujours bien nourri :  
« — Il se peut... disait-elle avec de l'à-propos...  
Que cette gent dégage une odeur assez forte,  
Mais qu'il importe !  
Qu'importe son odeur ! Qu'importe son drapeau !  
Qu'importe sa couleur ! Pourvu que sous la peau  
Je trouve enfin ce qu'il me faut. — »  
Lors, ayant dit ces mots,  
La trompe vers le ciel, tranquille et sans frayeur,  
La puce commença l'assaut du dictateur !

Deuxième tableau :

### LE COMBAT

C'était jour de Conseil. L'air hautain, l'œil sinistre,  
Le grand homme écoutait, ironique et narquois,  
La fin d'un long discours de son premier ministre,  
Quand la puce mordit pour la première fois.

Elle avait bien choisi l'endroit de son attaque :  
En plein milieu du ventre, à côté du nombril ;  
Mais elle était encore trop faible, un peu patraque,  
Et le tyran sentit à peine un chatouillis.  
Quand il se mit debout pour prendre la parole.  
Or, comme il claironnait : « — Il nous faudra trois mois !  
Le monde à nos genoux... Tout l'Or ! Tout le pétrole ! — »  
La puce le mordit pour la seconde fois.

Alors ce fut très beau ! Alors ce fut épique !  
Buvant à plein gosier le sang du dictateur,  
Sentant monter en elle une force tragique  
Faite de cruauté sadique et de fureur,  
Comprenant qu'il faudrait dans cette lutte obscure  
Ou bien vaincre ou mourir, qu'il n'était d'autre loi,  
La puce, redoublant l'effet de sa morsure,  
Piqua le dictateur en mille et mille endroits.

D'abord, tel un dément, et l'écumme à la bouche  
On le vit sursauter, puis marcher à grande pas ;  
Les ministres anxieux le regardaient, farouche,  
S'agiter et se tordre et ne comprenaient rien.  
Il profitait des mots qui ne voulaient rien dire :  
« — Dix millions de soldats ! Quatre mille avions et  
Cent mille policiers ! Et le plus vaste empire !  
Il suffit d'une puce... A quoi bon les canons ? — »

Tout à coup il partit d'un grand éclat de rire,  
Enleva sa tunique et puis son pantalon,

### Conte en 3 Tableaux et une Morale

**P**OUR qui sait regarder tourner la terre, il apparaît nettement que l'on cherche à nous inoculer à tous la même maladie : la Peur. Quel que soit le chemin que prend l'homme, sur ce chemin se dressent des épouvantails. Où ils portent des noms très communs, ces épouvantails ; ils se nomment comme vous et moi : Maurice ou Charles, Adolphe ou Joseph... mais ils nous font peur.

Je crois donc que le rôle du poète, en ces temps de troupe organisée, est justement de lutter contre cette maladie, avec les moyens dont il dispose.

Voilà pourquoi, ayant trouvé un remède que je crois infaillible, j'ai cru de mon devoir de vous en faire profiter ; et j'ai mis ce remède, dont je souhaite qu'il vous aide à vivre plus calmement, dans cette fable.

Déchira sa chemise et, comme en plein délire,  
En injuriant le ciel ôta son caleçon.  
Lors, quand il fut tout nu, autant qu'un ver de terre,  
Dardant sur l'assistance un regard de vautour,  
Très sage il se gratta, se remit en colère,  
Et d'une voix tonnante il reprit son discours.

Troisième tableau :

### LE CHATIMENT

C'était un très grand orateur  
Ce dictateur ;  
Et quand à la foule il parlait,  
Chacun se taisait.  
Il faut bien dire que la Peur  
Jouait dans ce silence un rôle primordial ;  
Mais c'est égal,

## LE GALA DU "LIBERTAIRE"

**C**E fut une bouffée d'air pur qui balaya les miasmes du conformisme et de la platitude. Que ce soit dans la simple chansonnette, dans la mimique ou dans la poésie, dans le drame ou dans la tragédie, que ce soit dans la musique, dans le geste, dans le regard, partout, nous avons retrouvé la même inspiration, la même volonté d'exprimer ce qui s'écrase et s'étouffe douloureusement dans le cœur de l'humanité.

Nous étitions ensuite Sénecal et Lausanne ainsi que Mme Pozanski qui interpréta deux ravissants airs de Manon.

Josette Rioutord, menu et frêle, nous dit des choses simples, de petits poèmes tout à nous, construits avec les mots de tous les jours et les vérités de toujours !

Quant à Marsac, il arrive, s'impose, ou plutôt impose le rire sans avoir l'air d'y toucher. Son ironie est une guillotine.

Et puis Raymond Bussières. Cher Bussières ! Si plein de fougue, d'émotion quand il nous dit les poèmes de Prévert. Quelle vérité dans ses accents, quelle simplicité élégante dans ses gestes et quelle ferveur ne sait-il allumer dans nos coeurs !

Mais à peine a-t-il quitté la scène sous les applaudissements déchaînés, qu'apparaît Maria Casarès.

Dès ses premiers accents, nous sommes étreints. Elle dit un poème de R. Asso. Chaque mot porte, chaque intonation se vrille en nous. La tragédie se déroule, la tragédie de l'homme écrasé qui se redresse doucereusement.

Et lorsque, pour terminer, Maria Casarès déclama un poème pour les espagnols, et en espagnol, le seul mot « Alerta », plusieurs fois répété et à chaque fois avec de telles intonations, à dû certainement soulever une profonde émotion chez ceux qui n'entendent pas cette langue.

Belle et grande tragédienne, à qui succéda Jacques Grello. Sa chanson « Rassemblement » est vraiment une extraordinaire réussite.

Quant à Yves Deniaud, délaissant sa magistrale spécialité de l'argot, il récita d'abord le fameux poème de Gaston Couté : « Les Gourmandises ». On ne peut qu'admirer son aisance remarquable dans le langage patoisant, son allant, sa sincérité.

Puis, pour notre grande joie, simplement, il nous dit : « Les Animaux malades de la peste », mais avec quel art, avec quelle puissance toute faite de simplicité, de sobriété et aussi d'astuce !

Mais voilà Pierre Latour, mime prestigieux, suivi de Robert Rocca, qui nous fait rire aux éclats avec sa fine satire des œuvres « condensées » et sa spirituelle chanson « Ah ! quel brouillard ».

Enfin Léo Noël vient nous charmer avec sa simple chanson d'amour qui sort du peuple en droite ligne, avec ses images et ses gestes, comme on fait dans les faubourgs entre gens simples, humains et francs, et sa magnifique interprétation du « Contrebandier » de R. Asso.

Puis ce fut notre ami Léon Campion, qui ne peut faire qu'une courte apparition, vu l'heure tardive.

Enfin Simon Signoret vint terminer la soirée avec sa charmante simplicité.

Belle et grande soirée, grâce au concours bénévole de cette pléiade d'artistes. Le « Libertaire » leur en est profondément reconnaissant.

André JULIEN.

Que ce soit par amour, que ce soit par frayer,  
Le silence régnait... c'était le principal.

Or ce jour-là, quelle fut sa stupeur

Quand, au milieu de son discours,

Il entendit, d'abord très sourd,

Un murmure monter, se changer en rumeur,

Puis, il faut bien le dire, le

Se terminer enfin par un éclat de rire

Qui lui coupa le souffle et le laissa pantouflé,

Hésitant et sans voix.

Qui donc osait commettre un si grand sacrilège ?

C'était tout simplement les membres du Conseil,

Qui se trémoussait sur leur siège

En se montrant du doigt le dictateur tout nu.

— Mais il est mal fichu !

Cria dans un hoquet le Chef de la Police ! — »

— Je lui vois des varices...

Dit le Ministre des Transports ! — »

Quant au Chef de l'Etat-Major,

Il se tenait le ventre et jurait ses grands dieux

Qu'il n'avait jamais vu de genoux plus cagneux.

Quand ils eurent bien ri, il se fit un silence

Et le Ministre des Finances,

Qui pourtant d'ordinaire était le plus peureux,

Prit la parole et dit : « — Messieurs !

Contemplez avec moi ce fameux dictateur

Qui nous faisait trembler de peur !

L'être splendide et merveilleux

Devant qui nous baissions les yeux !

Nous le prenions pour Dieu !

Et il n'était en somme

Qu'un homme

Avec un ventre... un estomac...

Des intestins... et coûtera !

Quand la faim le dérange,

Le soi-disant archange

Mange

Tout comme vous... tout comme moi !

Il grelote quand il a froid !

Et s'il a trop chaud il transpire !

Messieurs ! Je n'ai plus rien à dire

Sinon que maintenant son règne est bien fini.

Jamais nous ne pourrons le regarder sans rire !

Cari, si j'ai bien compris,

Tout ce que nous faisons, il le fait, lui aussi :

Il touss... et crache... et fait pipi

Très exactement comme un homme

Paré à tous les autres hommes !

Je vous propose donc, en fait de conclusion,

De lui donner d'abord une bonne fessée

Et de lui faire après signer sa démission ! — »

Les ministres alors, toute leur envolée,

Se ruèrent sur le tyran.

En quelques courts instants

La chose fut réglée ;

Après quoi, tout penaud et confus,

Il fut jeté tout nu.

A la rue,

Tandis que la puce, repue,

S'en allait, tiubante, un tantinet pompeuse,

Et que tout le pays prenait un air de fête.

### LA MORALE

Je ne vous demande pas de croire

A ma petite histoire.

Il se peut que je l'aie rêvée !

Que ce soit un conte de fée !

Mais, vraie ou non,

Chacun peut en tirer une bonne leçon.

Pour moi, je vous dirai qu'en ces temps de folie

Où règne la terreur,

Où les tyrans se multiplient,

Où chaque jour apporte une nouvelle peur,

J'y ai trouvé le secret d'être libre

Et de garder mon équilibre

Devant n'importe qui. Fût-il le plus puissant !

Le plus fort ! Le plus riche ou le plus arrogant !

Si l'on me taise, méprisant ;

Ou si quelqu'un, du haut de sa grandeur

Cherchant à m'humilier, prend un air supérieur

Ou veut me faire peur,

Que celui-là soit noble ou bien qu'il soit manant,

Policier, député, ministre ou percepteur,

Roi, prince ou dictateur,

Que ce soit un garçon, que ce soit une fille,

Je le regarde gentiment...  
Et, souriant,  
Mon œil le déshabille.

Cela suffit, croyez-moi... amplement !

Paris, août 1948.

Raymond ASSE.

### Les Liures

## Les Grotesques

Non, Henri Perruchot, avec son livre « Les Grotesques », « Les 43 Epis d'Art », n'a pas commis un chef-d'œuvre, mais un déplorable mesme illustré, sans intérêt, sans valeur artistique.

En résumé, une excellente lecture pour les Anarchistes, et même pour les autres...

LE JABIRU.

GRAND FESTIVAL  
DE VARIETES  
ORGANISE PAR  
MOSAICOS ESPAGNOLES

LE 4 DECEMBRE 1948, à 21 h.

SALLE SUSSET

IBANEZ, guitariste

# A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

**L'Action Sociale** qui ne semble pas faire preuve d'un optimisme excessif envers le Cartel d'action syndicaliste nouvellement créé se félicite de la constitution d'une Fédération Nationale de syndicats autonomes.

Si la constitution d'un Cartel d'action syndicaliste ne s'y est manifestée qu'à l'état de velléité (un proche avenir nous dira si quelque chose de positif pourra résulter de cette partie, secondaire, de l'initiative du C.N.C.), les autonomes, par contre, ont fait un pas en avant fort important. « Comité de liaison », « Comité de coordination », qui n'étaient que des termes vaguement et des organismes précaires, viennent de céder la place à une organisation concrète et bien définie, dont l'existence est assise sur des statuts clairs et solides.

Le même journal publie par ailleurs un projet d'orientation syndicale, « susceptible de servir de base au regroupement du mouvement syndical ? »

Dans *Force Ouvrière* le secrétaire confédéral de « Gôché » Lafond prend la défense des Nationalisations.

Sur le même rang vient la défense des nationalisations. Les mêmes hommes, après les avoir sabotées, déclarent froidement que « les nationalisations sont l'réactionnaires ». Lecour dit au C.C. du parti communiste : « Elles cesseront certainement de l'être lorsqu'elles seraient transformées en égalisation totale par un régime soviétique. »

Toujours est-il que de telles déclarations ne peuvent qu'alimenter l'argument des forces réactionnaires lancées à la destruction des entreprises nationalisées.

Il fut un temps où bien loin de défendre les nationalisations, Lafond était partisan comme nous de leur transformation en gestion ouvrière. Pour nous l'anti-communisme ne justifie pas tout.

Dans la Nouvelle Tribune des Fonctionnaires Roger Lapeyre continue sa vigoureuse campagne contre les méthodes stalinienne.

Expliquer la misère humaine, s'empêtrer des revendications corporatives pour servir les intérêts de leur parti, et d'un nationalisme expansionniste russe, en faisant croire qu'il s'agit de la lutte pour le socialisme ou le mieux-être.

**SINISTRES FARCEURS...**

Leur but immédiat ? Supprimer « LE FARDEAU ECRASANT DU PLAN MARSHALL et permettre à M. Maurice du Statut ou Lecour de retrouver un marouquin dans un gouvernement d' « UNION DEMOCRATIQUE ».

Que crèvent les mineurs, les travailleurs, le peuple de France ; les ordres sont là : il faut les exécuter !

Nous savons tous cela, et la division du mouvement syndical dont ces soi-disant « syndicalistes » portent la honteuse responsabilité n'a pas eu d'autre cause,

On peut se demander ce que ce militant fait au milieu de l'équipe fortement réformiste du journal des fonctionnaires F.O.

Dans le Peuple les néo-patriotes réclament le paiement des réparations.

La véritable raison de la hausse des prix, camarades ? Mais c'est que, par l'abandon voulu de toutes les réparations (nous n'avons reçu jusqu'ici que 52 milliards sur 17.000 milliards, au taux actuel) les travailleurs de France doivent supporter les frais de la guerre précédente. Mais c'est aussi — et surtout — qu'ils doivent déjà supporter ceux de la prochaine guerre.

Il fut un temps où au lieu de réclamer des réparations du pays ennemi, réparations qui sont toujours payées par les travailleurs, les militants de la C.G.T. se seraient contentés de réclamer la gestion de la Ruhr par les travailleurs eux-mêmes et au profit des ouvriers du monde entier.

**Salle Pleyel,  
252, Faubourg Saint-Honoré**

Le vendredi 3 décembre, à 20 h. 45, GARRY DAVIS et ses camarades présentés par plusieurs membres du Conseil de solidarité, demanderont appui au peuple de Paris pour exprimer l'attente des masses mondiales face à la R.O.U.

Dans *Le Cheminot Algérien*, organe stalinien paraissant à Alger, un certain Saini-Just se répand en insultes sur Proudhon.

Si l'on examine dans le fond, l'œuvre de Proudhon, on ne tarde pas à découvrir que le philosophe « socialiste » était :

1) un anti-démocrate.

2) un négateur du syndicalisme et du combat économique et politique du prolétariat.

3) un serviteur du capitalisme.

On lira Proudhon aussi longtemps qu'une éthique de justice sociale couvrira dans le cœur des hommes et à une époque où même ses maîtres auront complètement oublié le sombre petit créteil qui sévit au *Cheminot Algérien*.

Dans le *Monde Ouvrier*, hebdomadaire du « Mouvement populaire des familles ? ? ? ou le bien coûte le moins, Roger Clément ferme son vigoureux éditorial sur « L'ordre » par :

Et il faudrait accepter cette immense saloperie ? Accepter et remercier peut-être ?... Non ! Que personne n'aurait pu s'imaginer que l'ordre est rétabli. Tant que le travail ne permettra pas de vivre décemment, tant que la vie montera pour enrichir les uns sur le dos des autres, tant que régnera l'injustice écrasante qui refuse la Classe ouvrière (nos amis prouvent à qui en douteraient), tant que se prolongera cette grande farce tragique, applaudie par trop de François, il sera inutile d'espérer l'ordre. L'ordre de la misère, des travailleurs, s'ils n'ont pas d'autre choix, il faudra bien qu'ils remettent ça pour l'abattre. On a beau « charcuter » un abécé, si le corps est infecté, il y en aura d'autres demain.

Il faut une autre médecine !

Et sans doute d'autres médecins...

On est parfois pas loin de croire dans ce cirque hebdomadaire que le fédéralisme libéral est la plus haute expression de cet ordre que R. Clément cherche en vain autour de lui.

Dans *Rassemblement Ouvrier*, l'organe des groupes d'entreprises gaullistes, Louis Vallon nous apprend la naissance d'une nouvelle centrale syndicale stalinienne.

Des syndicats indépendants ou autonomes se sont bien jusqu'ici constitués de-ci de-là. Leurs effectifs sont faibles ; leur rôle modeste.

Il s'agit de faire mieux et plus. Nos compagnons devront au cours de l'hiver fonder une nouvelle centrale syndicale, animée de l'esprit constructif de l'Association, et susceptible de recueillir tous les travailleurs qui en ont assez de l'intrusion des partis dans la vie syndicale.

Les travailleurs sont ainsi prévenus ; le syndicalisme muselé ne manquera pas de s'inspirer des plus glorieuses traditions militaires : manœuvre de la braise à rebours, gare à vous devant l'adjudant-secrétaire. « La discipline faisant la force principale des syndicats, il importe que tout s'abandonne obéissante à son supérieur sans hésitation et murmure et... » Il est vrai que les transiages de la C.G.T. reconnaissent la leur climat habituel ne se trouvent pas trop dépayse dans la Centrale syndicale fasciste.

Il est, en effet, nécessaire que le gouvernement précise sa politique et ses intentions sur de nombreux problèmes qui préoccupent les travailleurs. Et tout d'abord ceux-ci veulent savoir quelles sont les intentions gouvernementales en matière des prix et salaires. Lors de la dernière Conférence Nationale du Travail de mars dernier, les travailleurs avaient réclamé une augmentation de salaire de 5 %. Celle-ci leur fut refusée. Elle fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Ainsi dans la Belgique capitaliste que certains nous vantaient si prospère, les problèmes sociaux se posent avec autant d'acuité qu'ici. Dévaluation

Enfin de *Syndicats*, hebdomadaire de la Fédération générale du travail de Belgique (T.G.T.B.) ce réjouissant morceau :

Il est, en effet, nécessaire que le gouvernement précise sa politique et ses intentions sur de nombreux problèmes qui préoccupent les travailleurs. Et tout d'abord ceux-ci veulent savoir quelles sont les intentions gouvernementales en matière des prix et salaires. Lors de la dernière Conférence Nationale du Travail de mars dernier, les travailleurs avaient réclamé une augmentation de salaire de 5 %. Celle-ci leur fut refusée. Elle fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.

Leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entrainer une augmentation générale des prix.